Grand sondage pour les Ponts Neufs

À 18 mois de la présidentielle : restaurer le pouvoir de vivre

Cette enquête Odoxa pour les Ponts Neufs est remarquable à deux égards : par la taille exceptionnelle de son échantillon et par l'originalité de sa démarche quali-quanti.

Grâce à l'intégration de questions ouvertes, elle combine la rigueur du quantitatif à la richesse du qualitatif, offrant des milliers de réponses spontanées.

Au total, 12 183 Français ont été interrogés, permettant une lecture fine et des marges d'erreur très resserrées.

La consultation a rencontré un grand succès avec plus de 30 000 verbatim recueillis – un indicateur fort de l'appétence des citoyens pour les démarches consultatives de grande ampleur.

On saisit ainsi à la fois ce que les Français priorisent et comment ils le formulent spontanément.

Les principaux enseignements de l'enquête

Derrière la diversité des préoccupations exprimées, un fil rouge se dessine : de nombreux Français ont le sentiment que, malgré leurs efforts, leur vie se referme, que les marges de choix se réduisent et que la projection devient plus difficile. ***L'enquête révèle ainsi un sentiment de fragilisation du "pouvoir de vivre" qui va bien au-delà du seul pouvoir d'achat et irrigue l'ensemble des priorités exprimées.***

1. Le pouvoir d'achat domine les préoccupations et cristallise le sentiment de perte de maîtrise de la vie quotidienne.

À la fois préoccupation personnelle numéro 1 (37% des citations spontanées) et priorité collective majeure (48%), le pouvoir d'achat s'impose comme le cœur du mécontentement social. Mais au-delà de la question des revenus, il renvoie à un sentiment plus large : celui d'une vie sous contraintes, où les efforts fournis — travailler, payer, respecter les règles — ne permettent plus de dégager des marges de choix, de projection ou de moments de respiration. Cette inquiétude est particulièrement marquée chez les jeunes, les classes populaires et les électeurs du RN ou de LFI. Ce sont eux qui expriment le plus fortement cette impression de déclassement et d'asphyxie du quotidien.

2. L'insécurité s'impose comme une angoisse du quotidien et une exigence politique centrale, indissociable du pouvoir de vivre.

Citée spontanément par 29% des Français, l'insécurité occupe la deuxième place des préoccupations personnelles, juste derrière le pouvoir d'achat, et également la deuxième place des priorités pour le pays. Elle renvoie moins à une peur abstraite qu'à un sentiment de fragilisation des conditions mêmes de la vie ordinaire : se déplacer, habiter, élever ses enfants, vivre ensemble. Cette attente est particulièrement forte chez les seniors, les électeurs LR et RN, et dans les métropoles. Elle traduit une

demande de cadre, de protection et d'effectivité de l'action publique, perçues comme des conditions essentielles pour pouvoir vivre sereinement.

3. Ces deux premiers thèmes et le 3ème, l'environnement, constituent un triptyque transversal.

L'environnement , au 3e rang des préoccupations personnelles, est cité par 24% des répondants. Le contenu des verbatim souligne une peur très concrète liée au changement climatique et à ses manifestations visibles dans le quotidien des Français. Avec le pouvoir d'achat et l'insécurité, ce thème constitue une préoccupation personnelles et collective, ce sont des champs d'action très attendus du futur président dans les verbatim. Mais si le pouvoir d'achat fait consensus, l'insécurité et l'environnement sont investis différemment selon les générations et les appartenances politiques. Tous trois renvoient à une même interrogation : dans quelle mesure les Français ont-ils encore prise sur leur présent et sur leur avenir ? Le "pouvoir de vivre" se décline à la fois comme sécurité matérielle, sécurité physique et soutenabilité des conditions de vie futures.

4. La santé apparaît comme une condition collective fondamentale du pouvoir de vivre.

Moins citée à titre personnel (11%, 7e position), la santé est en revanche perçue comme un enjeu collectif prioritaire. Les Français expriment une attente claire de rééquilibrage territorial de l'offre de soins, face à l'extension des déserts médicaux : manque de généralistes, difficultés d'accès aux spécialistes, renoncements aux soins. Ces inquiétudes, particulièrement fortes chez les seniors, les ruraux et les Français de gauche, sont vécues comme une rupture du droit à une vie décente.

5. L'immigration : un enjeu fortement associé à l'insécurité et vécu comme une potentielle remise en cause des conditions de vie.

Peu citée spontanément (8%), la question de l'immigration prend une place importante lorsqu'elle est abordée comme priorité collective (4e). Elle est alors fréquemment associée à l'insécurité, à la délinquance et à une perte de repères culturels, certains évoquant une crainte de « décivilisation ».

Les verbatim font apparaître une attente de fermeté — contrôle des flux, expulsions, restriction des aides — particulièrement marquée chez les sympathisants LR et RN, les hommes et les seniors. L'immigration devient ainsi un condensé des peurs collectives (déclassement, insécurité, perte de repères, dilution des droits sociaux) et renvoie à l'exigence que l'État garantisse un cadre de vie, un ordre social et un contrat collectif permettant de vivre sereinement.

6. Une crise démocratique et politique, vécue comme un facteur d'impuissance.

Le fonctionnement politique du pays est la 5e préoccupation personnelle spontanée (13% de citations) et le vocabulaire de l'impuissance de notre pays ressort nettement de l'analyse sémantique. Cette crise n'est plus seulement idéologique : elle est vécue comme un obstacle concret à la résolution des problèmes du quotidien, nourrissant un sentiment d'abandon et de perte de maîtrise sur sa propre vie. La défiance envers les institutions, le sentiment d'incompétence de la classe politique et la crainte des effets de l'inaction dessinent une crise politique ressentie comme systémique, bien au-delà des clivages partisans.

7. **Le futur président est attendu sur sa capacité à réparer et à reconstruire, plus qu'à inventer.**

À travers l'ensemble des thématiques, les Français expriment une attente très opérationnelle : des mesures concrètes, rapides et visibles pour remettre en marche ce qui ne fonctionne plus (actions visibles sur le panier, exécution des décisions, application des peines). Le rejet du statu quo traverse toutes les catégories sociales et politiques. La figure présidentielle reste centrale dans l'imaginaire collectif, à condition d'incarner efficacité, clarté et capacité d'action. Plus qu'un projet de transformation, c'est une promesse de rétablissement du « pouvoir de vivre » qui est aujourd'hui attendue.

Analyse détaillée du sondage

I. Les priorités personnelles des Français (question ouverte)

La question ouverte était la suivante : Quelles sont aujourd'hui, pour vous et pour vos proches, vos principales préoccupations, les sujets qui vous inquiètent et/ou auxquels vous êtes les plus attentifs ? N'hésitez pas à détailler autant que vous le souhaitez. Nous avons codifié les milliers de verbatim pour faire ressortir les principales préoccupations des Français.

1. **L'économie et le pouvoir d'achat, préoccupation transversale. Numéro 1 du classement avec 37% de citations.**

La préoccupation économique, citée par 37% des Français « surclasse » les autres sujets. Elle prend racine dans un sentiment de déclassement concret et quotidien. Les Français ne se contentent pas d'évoquer un "manque de pouvoir d'achat" : ils décrivent la hausse des prix, la stagnation des salaires, l'explosion des dépenses contraintes et l'impossibilité de mener des projets. La question du coût de la vie et des prix ressort clairement, avec 25% de citations, devant la situation économique nationale (5%) et la gestion de la dette publique (3%).

Une participante résume ainsi son vécu sur le coût de la vie :

« Ce qui nous préoccupe en ce moment c'est le pouvoir d'achat, les assurances augmentent. Le coût de la nourriture élevé, surtout avec un enfant, mais les salaires stagnent. La vie est de plus en plus chère. »

Un autre ajoute :

« Les factures d'énergie augmentent, le prix des courses de tous les jours aussi et nous renonçons à entreprendre ou reportons des projets faute de financement. »

Et, souvent, en filigrane ou de manière très explicite, le lien est fait entre les difficultés économiques et la situation politique instable : « *Ce qui m'inquiète le plus, c'est la conjoncture actuelle. On ne sait plus*

sur quel pied danser avec le gouvernement en place. Ce sont toujours les mêmes qui paient, et ils n'apportent aucune solution durable pour l'économie. »

Cette préoccupation est largement partagée par toutes les catégories de Français et en particulier les jeunes actifs : 46% des 25–34 ans et 43% des 35–49 ans y sont sensibles.

Côté proximité partisane, les différences sont très faibles, c'est systématiquement la priorité qui se trouve en tête : 37% des Français s'auto-positionnant à gauche, 37% à droite, 33% au centre et 38% chez ceux qui ne se positionnent pas politiquement.

Le pouvoir d'achat est en réalité le symptôme visible d'un mal plus profond : l'impression, très répandue notamment chez les classes moyennes et populaires, de travailler sans jamais s'en sortir, de ne pas profiter du fruit de ses efforts, et donc de rater sa vie même quand on a "tout bien fait" (travaillé, payé, obéi aux règles). C'est le ressort central du sentiment de déclassement. Cette logique s'exprime à travers le manque de reste à vivre ("il ne me reste rien une fois tout payé"), le poids des dépenses contraintes (logement, énergie, carburant, alimentation) dans une société de loisirs, la frustration de ne pas pouvoir faire plaisir ou se projeter (vacances, cadeaux) et au fond, la perte de liberté : ne plus pouvoir choisir, se restreindre en permanence, vivre sous tension. Le "pouvoir d'achat" est une manière de parler du "pouvoir de vivre", c'est-à-dire de se sentir maître de sa vie et digne. Ce que réclament les Français, ce n'est pas de "gagner plus pour dépenser plus", mais de retrouver le droit à une vie qu'ils considèrent normale.

2. La sécurité, deuxième grande inquiétude (29%), révèle un profond manque d'autorité.

Avec 29% de citations, la sécurité et la criminalité s'imposent comme la deuxième priorité personnelle des Français, juste derrière l'économie. Mais, contrairement à cette dernière, cette préoccupation est nettement clivée politiquement : elle est évoquée par 40% des personnes s'auto-positionnant à droite, contre 15% à gauche et 25% au centre. L'écart est également marqué selon l'âge : 36% des seniors, les 65 ans et plus, la citent comme priorité, contre des taux plus faibles chez les plus jeunes (de 17% chez les moins de 25 ans à 32% chez les 50-64 ans). Elle est plus prégnante en milieu urbain : 32% des habitants de métropoles expriment ce sentiment, contre 28% dans les petites villes et 25% dans les communes rurales.

Ce que révèlent les verbatim, ce n'est pas seulement une inquiétude liée à la délinquance ou à la criminalité objective : c'est un trouble plus diffus, lié à l'impression d'un relâchement généralisé des règles de vie commune. Une participante dénonce ainsi *« l'insécurité chez soi ou en ville, le sans-gêne des gens, l'insécurité au volant… bref, le je-m'en-foutisme des gens »*, traduisant une perte de repères civiques.

La montée des violences physiques, des incivilités, et le sentiment que la drogue prospère en toute impunité, sont également très présents. L'une évoque *« l'insécurité croissante, l'explosion de l'économie de la drogue »* tandis qu'une autre dit son inquiétude pour « la sécurité des personnes dans les rues ou les lieux publics ».

Cette angoisse sécuritaire ne se limite pas à la criminalité classique : elle englobe aussi les violences dans l'espace public, les tensions interpersonnelles et les débordements dans les manifestations. Ainsi, plusieurs verbatim témoignent d'une inquiétude face à des *« manifestations avec des manifestants de*

plus en plus violents, malheureusement », ou encore à *« l'antisémitisme, les violences dans la rue, les agressions verbales ».*

Pour certains, la violence semble même devenue une composante du comportement d'une partie de la jeunesse : « *Le comportement d'une fraction de la jeunesse : violence, radicalité des propos, respect du bien public et des personnes, considération pour l'homme.* »

Et lorsque la violence touche les plus jeunes, l'angoisse devient sociétale : *« Je m'inquiète de l'insécurité, du harcèlement, des agressions qui augmentent et surtout de la délinquance qui concerne des ados de plus en plus jeunes. »*

Ces témoignages expriment un désarroi face à une société perçue comme déréglée, dans laquelle l'autorité, le respect d'autrui et la loi semblent avoir perdu de leur poids. Ce malaise sécuritaire, très présent à droite mais pas seulement, reflète un besoin de cadre, de limites et de protection.

3. L'environnement et la durabilité (3e avec 24% de citations) : une priorité plus générationnelle et politique, mais qui s'ancre dans le quotidien.

Avec 24% de citations, l'environnement et la durabilité arrivent en troisième position des préoccupations personnelles des Français. Ce thème devance les conflits internationaux (18%) et la politique nationale (13%).

La question environnementale se distingue surtout par une forte polarisation générationnelle et politique. Elle est massivement citée par les jeunes générations : 34% des 18–24 ans et 31% des 25–34 ans l'évoquent, contre 19% des seniors. Même tendance du côté de l'auto-positionnement politique : 34% des Français se situant à gauche mentionnent l'environnement comme priorité, contre 29% au centre et seulement 16% à droite. Les personnes sans positionnement politique sont 24% à la citer.

Le contenu des verbatim souligne une peur très concrète liée au changement climatique et à ses manifestations visibles dans le quotidien des Français. Les mots *"sécheresse", "inondations", "phénomènes extrêmes"* reviennent fréquemment. L'impact est perçu comme global, mais aussi local et personnel. Une répondante décrit par exemple :

« Le changement climatique, notamment les phénomènes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents. »

Une autre ajoute :

« Le réchauffement climatique avec les effets qui en découlent (sécheresse, inondations...). »

Les Français évoquent également leurs efforts individuels pour réduire leur impact, même s'ils doutent de leur efficacité à grande échelle :

« *Nous essayons de faire notre part en adoptant des habitudes plus écologiques, mais nous craignons que cela ne soit pas suffisant si des mesures plus importantes ne sont pas prises à l'échelle mondiale. »*

4. Les conflits (4e avec 18% de citations) inquiètent les Français, qui redoutent une contagion à l'Europe.

Avec 18% de citations, les conflits et la géopolitique arrivent en quatrième position des préoccupations personnelles des Français. Il s'agit d'une inquiétude qui traverse les générations et les appartenances partisanes, sans être aussi polarisée que d'autres thématiques comme la sécurité ou l'environnement. Sur le plan politique, les Français qui se positionnent à gauche (25%) sont toutefois plus nombreux à évoquer ce sujet, contre 24% au centre et 14% à droite. Ce clivage reflète probablement une plus grande attention portée structurellement par les électeurs de gauche à la situation internationale, aux conflits armés et à leurs conséquences humanitaires.

Les réponses ouvertes révèlent une inquiétude croissante face à l'instabilité géopolitique mondiale, nourrie par les guerres en cours (Ukraine, Israël-Palestine) et les tensions croissantes entre grandes puissances. Plusieurs verbatim évoquent la dégradation de l'ambiance internationale et la crainte d'un basculement vers un conflit plus large :

« Ambiance mondiale très dégradée, conflits Palestine/Israël et l'attitude de la Russie. »

« Ce qui m'inquiète, ce sont les différents conflits dans le monde et leur potentiel impact sur la France. »

« Je crains qu'il puisse y avoir une guerre. »

Certains témoignages montrent aussi une prise de conscience plus globale des tensions systémiques, qu'elles soient militaires, politiques ou climatiques, et de leurs interactions :

« Les conflits armés et les drames humains qui les accompagnent, l'instabilité politique mondiale et nationale, les tensions sociales. »

« L'instabilité politique mondiale avec l'augmentation des risques de conflits et des risques naturels. »

Ce faisceau de préoccupations dessine un climat d'angoisse latent, où le risque géopolitique devient une source directe de stress, au même titre que le coût de la vie ou l'insécurité. Il traduit également une forme de lucidité collective sur l'état du monde, plus rarement exprimée dans les sondages fermés, mais bien présente dans les verbatim des répondants.

5. Le fonctionnement politique du pays (5e avec 13% de citations) devient lui aussi une inquiétude personnelle.

C'est une surprise que seule une étude comportant des questions ouvertes permettait de révéler : avec 13% de citations spontanées, la politique nationale s'invite dans le top 5 des préoccupations personnelles des Français. La politique fait irruption dans les foyers, signe que la situation institutionnelle dégradée depuis les législatives de 2024 – majorité relative, blocages à répétition, défiance croissante – résonne désormais dans les trajectoires et les questionnements individuels.

Cette exaspération traverse différentes catégories de la population, mais elle est particulièrement marquée chez certains profils. La politique nationale est ainsi mentionnée par 16% des 65 ans et plus, 16% des cadres (contre 9% des employés et ouvriers), 16% des Français se positionnant à gauche (14% au centre, 13% à droite). À l'inverse, seulement 10% des Français sans proximité partisane expriment cette priorité, ce qui confirme que le lien subjectif à la politique reste un facteur structurant du degré de préoccupation exprimée.

Les verbatim sont sans appel. Beaucoup dénoncent un sentiment de dysfonctionnement profond du système politique, à commencer par les blocages de l'exécutif et l'inaction gouvernementale :

« Le gouvernement en place : un fonctionnement impossible à l'heure actuelle. »

« Le gros problème est la totale inaction du gouvernement. »

À ce reproche de paralysie s'ajoute une charge récurrente contre l'impuissance et l'incompétence perçues des dirigeants, à la fois dans le diagnostic et dans la réponse aux difficultés du pays :

« L'impuissance des gouvernants à trouver une solution. »

« L'incompétence du Président Macron et du gouvernement... Ils refusent de voir ce que les Français pointent depuis des années. »

« L'incompétence des politiciens. »

Dans un contexte de défiance, ces résultats montrent que l'inquiétude politique dépasse le cadre partisan pour toucher au cœur de la vie démocratique : l'efficacité, la clarté et la responsabilité du pouvoir exécutif sont désormais vues comme des éléments déterminants du bien-être ou du mal-être personnel.

Analyse sémantique des préoccupations personnelles

Cette méthode permet de visualiser concrètement les mots, expressions et champs lexicaux les plus fréquemment associés aux principales thématiques identifiées dans les réponses ouvertes.

Les trois sous-thèmes (ne pas confondre avec les grands thèmes génériques) qui reviennent le plus souvent : l'importance du coût de la vie, l'insécurité générale et les guerres et conflits internationaux, réunissent à eux seuls près de la moitié des mentions.

1. Le coût de la vie, un déclassement vécu au quotidien

La question du coût de la vie reste le noyau dur de l'inquiétude sociale en France. L'analyse sémantique des verbatim révèle **une angoisse concrète, matérielle, récurrente** : ce n'est pas une abstraction économique, mais un ressenti ancré dans le quotidien, celui des courses, des factures, de l'essence. **L'inflation est omniprésente**, déclinée à travers ses effets les plus visibles : flambée des prix, stagnation des salaires, impossibilité de se projeter.

« Tout est devenu trop cher, on est sous-payé au travail. Les fins de mois sont toujours compliquées. On n'arrive plus à vivre et profiter comme avant. Même pour mettre le carburant, c'est presque plus possible. »

Ce type de formulation ne se contente pas d'énumérer des hausses de prix. Il exprime une perte de qualité de vie, **un sentiment d'appauvrissement**, et une forme de nostalgie pour un avant plus vivable.

D'autres évoquent une pression rampante sur les budgets des ménages :

« La baisse du pouvoir d'achat qui se réduit d'année en année à cause de l'inflation (alimentaire, électricité, assurance…). »

Ces inquiétudes dessinent un horizon bouché, marqué par l'érosion lente mais continue du niveau de vie. L'incertitude sur l'avenir économique nourrit **un sentiment d'insécurité financière**, qui irrigue l'ensemble des réponses sur le pouvoir d'achat.

2. L'insécurité, entre montée des violences et sentiment de délitement

Deuxième grande angoisse : la sécurité. Mais derrière le mot, une réalité bien plus complexe émerge. Les répondants parlent à la fois de criminalité, de violences, d'incivilités, d'un climat social dégradé, mais aussi d'un **relâchement de l'autorité publique**. Le thème est souvent mêlé à d'autres préoccupations – immigration, gouvernance, cohésion nationale – ce qui en fait une préoccupation composite et explosive.

« Il y a une augmentation de la criminalité et donc une sensation d'insécurité générale, un gouvernement incapable de prendre des décisions strictes et dissuasives pour éviter des crimes. »

La tonalité dominante est celle d'une **perte de repères, d'un pays devenu imprévisible**, où l'ordre public semble ne plus être assuré.

« Trop d'insécurité, d'immigration, trop de taxes. Tout cela crée de l'angoisse, du stress entraînant un malaise profond. Nous ne vivons plus bien dans ce pays. »

La formulation exprime un **malaise existentiel, un sentiment d'érosion du contrat social**. Enfin, certains répondants pointent la montée diffuse de la délinquance :

« La sécurité avec l'augmentation généralisée de la délinquance. »

Cette inquiétude ne porte pas uniquement sur la peur d'un acte violent, mais sur une ambiance de désordre permanent.

3. Les conflits internationaux, source d'angoisse diffuse et existentielle

La guerre n'est plus une abstraction lointaine : elle hante l'imaginaire collectif, à travers l'Ukraine, Gaza et aussi la Russie avec la crainte d'une escalade. Les répondants redoutent **une extension du conflit, voire un embrasement global**. Les formulations sont particulièrement **alarmistes**, traduisant un climat anxiogène de type **préapocalyptique**, rare dans les enquêtes d'opinion.

« Je suis très inquiète de la tournure que prennent les conflits mondiaux, d'une guerre mondiale se profilant à l'horizon. »

Derrière ces formulations, on perçoit une peur de la contagion géopolitique, mais aussi **une perte de contrôle** : la guerre devient une force extérieure, ingérable, incontrôlable, susceptible de bouleverser la vie même des Français.

D'autres élargissent le spectre, évoquant un **climat global de déstabilisation** :

« Ambiance mondiale très dégradée, conflits Palestine/Israël et l'attitude de la Russie. »

La guerre n'est plus un sujet d'actualité, c'est devenu **une menace collective ressentie individuellement.**

4. Crise politique et démocratique : une défiance nourrie par le sentiment d'impuissance

Les réponses font état d'une délégitimation croissante du pouvoir politique. Si la défiance envers les responsables publics n'est pas nouvelle, elle semble s'être enracinée plus profondément. Les répondants ne se contentent plus de critiquer les décisions du gouvernement ou les partis : **ils expriment une forme de résignation face à une classe politique jugée sourde, impuissante ou hors-sol.**

Le sentiment d'être ignoré est massivement partagé :

« Un gouvernement qui n'est pas du tout à l'écoute des Français. »

« L'indifférence des politiques face à la voix du peuple, en France en particulier. »

La tension démocratique est palpable, entre une démocratie formelle qui fonctionne encore et une représentation perçue comme de plus en plus illégitime.

Certaines réponses laissent aussi transparaître **une inquiétude quant à l'avenir politique du pays, avec la montée des extrêmes**. Ce n'est pas seulement l'impuissance du pouvoir qui est dénoncée, mais aussi la peur de ses alternatives :

« La situation politique et notamment l'éventualité d'une arrivée au gouvernement d'un parti de gauche ou d'extrême gauche me fait réellement peur. »

5. Urgence environnementale : l'angoisse climatique s'installe dans le quotidien

Le changement climatique n'est plus un horizon lointain : il s'invite désormais dans la vie quotidienne des répondants. Les phénomènes extrêmes – inondations, sécheresses, canicules – sont évoqués comme des signaux tangibles d'un dérèglement en cours, alimentant **un sentiment d'impuissance et une inquiétude durable.**

« Le changement climatique, notamment les phénomènes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents. »

Cette préoccupation ne relève plus seulement de la conviction éthique ou de la conscience citoyenne : elle devient anxiété concrète pour l'avenir des enfants, la qualité de vie et la survie des écosystèmes.

Plusieurs témoignages traduisent aussi **la frustration devant l'insuffisance des politiques publiques** :

« Ce qui m'inquiète beaucoup, c'est le changement climatique et la préservation de l'environnement. Il n'y a pas assez de mesures strictes pour réduire notre impact carbone. Il faudrait donner aux agriculteurs

des moyens pour trouver d'autres solutions que l'utilisation de produits phytosanitaires polluants et nocifs. »

6. Système de santé en souffrance : un accès aux soins de plus en plus dégradé

Le système de santé constitue une source d'inquiétude concrète, proche du quotidien, particulièrement dans les zones sous-dotées. Les Français évoquent d'abord **les difficultés d'accès** : généralistes surchargés, délais d'attente interminables pour un spécialiste, déserts médicaux…

Les témoignages sont sans détour :

« La santé et le manque de médecins. »

Mais cette difficulté d'accès alimente aussi une **perception de dégradation globale du systè**me, sur fond d'inquiétude pour l'avenir :

« Un avenir incertain politiquement parlant, un système de santé qui se dégrade et une retraite qui s'éloigne de plus en plus. »

Ce manque d'accès est souvent couplé à un **épuisement** face à la complexité du parcours de soins :

« Un suivi de la santé, des problèmes pour obtenir des rendez-vous chez les spécialistes (radiologue, ophtalmologue…), rendez-vous chez le médecin généraliste, le dentiste… »

À travers la santé, c'est une forme d'**abandon des services publics** qui semble se cristalliser.

7. Tensions autour de l'immigration : une perception anxiogène et clivante

Le thème de l'immigration est souvent associé à l'insécurité, à la délinquance ou à la perte d'identité culturelle. **Les formulations employées sont particulièrement dures**, signe d'une forte polarisation émotionnelle sur ce sujet.

« *La venue des migrants imposée par l'Etat et les nuisances qu'ils apportent avec eux.* »

Le rejet n'est pas seulement administratif ou économique : il est souvent formulé sur le registre de la menace civilisationnelle :

« Décivilisation ».

D'autres basculent dans un imaginaire de l'invasion :

« Invasion migratoire, conflits ethniques (émeutes, rixes diverses), déclin de la civilité. »

Ces éléments traduisent une tension sociale aiguë, où **l'immigration devient un condensé des peurs collectives** : déclassement, insécurité, perte de repères, rupture du contrat social.

8. Dégradation du lien social : un mal diffus mais profond

Enfin, de nombreux verbatim évoquent une **altération des relations humaines, dans l'espace public comme dans les sphères de proximité**. Les incivilités, le non-respect des règles communes, le repli sur soi sont autant de signaux d'alerte.

« Le manque de respect pour les lieux de résidence (poubelles sauvages, tapage nocturne, dégradation des lieux, incivilités diverses). » Ce sont des gestes apparemment mineurs mais répétés, qui nourrissent une forme de lassitude, voire de colère.

Derrière les incivilités, c'est **l'idée même de vivre ensemble qui semble se déliter** :

« Les incivilités au quotidien (entre voisins, au sein de la population…) et le manque de respect en général. »

Cette rupture du lien social ne se dit pas toujours avec grandiloquence, mais elle traverse tous les milieux, traduisant **un désenchantement face à une société perçue comme fragmentée** : « Je suis très contrarié par le non-engagement et le non-respect de la majorité de mes concitoyens, et ce dans beaucoup de domaines ! »

II. Les enjeux prioritaires pour le pays (question fermée)

Nous repassons ici sur une question fermée pour identifier la hiérarchie des enjeux prioritaires pour le pays. La question était la suivante : Parmi les enjeux suivants, quels sont ceux qui sont les plus prioritaires à vos yeux pour la France ? Le répondant pouvait donner jusqu'à trois réponses.

1. Le pouvoir d'achat (48%) : l'enjeu numéro 1 dans toutes les catégories, sauf chez les plus âgés

Arrivant en tête des préoccupations pour 48% des Français, le pouvoir d'achat domine nettement la hiérarchie des enjeux prioritaires pour le pays. Ce résultat fait directement écho à l'analyse des préoccupations personnelles (verbatim), où les termes liés aux prix, à l'alimentation, à l'énergie et à la difficulté à "boucler les fins de mois" apparaissaient massivement.

Ce thème transcende presque toutes les catégories socioprofessionnelles, avec des scores particulièrement élevés chez les salariés (55% dans le privé, 51% dans le public), les demandeurs d'emploi (54%), les CSP- (60%), les habitants des petites villes ou des zones rurales (53% et 50%) et les foyers les plus modestes (53%). Ces publics cumulent souvent des contraintes budgétaires fortes avec un sentiment d'abandon ou d'injustice économique, déjà perceptible dans les témoignages sur le coût de la vie.

En revanche, ce thème est moins souvent jugé prioritaire par les retraités (35%), lesquels accordent davantage d'importance à la sécurité et à l'immigration (48% et 38%).

2. La lutte contre l'insécurité (41%) : une préoccupation très marquée à droite et chez les seniors.

Deuxième enjeu jugé prioritaire au niveau national (41%), l'insécurité domine largement (1re priorité) chez les sympathisants de LR (55%), du RN (54%) ou d'Éric Zemmour (64%) tandis que les sympathisants de gauche s'en préoccupent beaucoup moins (22%).

Les retraités (48%), on l'a dit, placent également cette thématique en tête de leurs préoccupations, très loin devant les jeunes (34% chez les 18–24 ans), ce qui montre un clivage générationnel fort sur ce thème. Le sujet préoccupe aussi plus fortement les habitants des métropoles (44%) et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (46%).

Ce sujet fait aussi partie des principales préoccupations personnelles dans l'analyse sémantique, notamment via les termes "violence", "agression", "incivilités" ou "sentiment d'insécurité".

Cela éclaire certains verbatim dans lesquels la montée des violences ou l'impression de chaos était reliée à des accusations d'impuissance politique ou de perte de contrôle.

3. La santé (37%) : un enjeu personnel devenu collectif.

Troisième dans l'ordre des priorités nationales (37%), la santé était certes moins présente dans les préoccupations spontanées mais les verbatim ont fait remonter les difficultés d'accès aux soins : manque de médecins, difficultés à obtenir un rendez-vous, déserts médicaux.

Ce sujet est particulièrement prioritaire pour les femmes (42% vs 32% des hommes) et les habitants de petites villes (41%). Il est aussi fortement mis en avant à gauche (42% des sympathisants de gauche, 40% LFI, 44% PS), ce qui reflète une sensibilité sociale plus marquée sur les questions d'accès aux soins.

4. L'immigration (28%) : un enjeu majeur à droite, mais marginal à gauche.

Quatrième dans l'ordre des priorités (28%), la politique d'immigration est un sujet très polarisé politiquement. Elle arrive en 2e position derrière l'insécurité chez les sympathisants de LR (44%) et constitue même l'enjeu n°1 chez les sympathisants RN (56%) et chez les électeurs d'Éric Zemmour (80%). À l'inverse, elle est marginale à gauche : seulement 8% des sympathisants de gauche la jugent prioritaire, 6% à la LFI, 11% au PS. Le clivage est donc très net.

L'analyse met en évidence un gradient générationnel marqué : l'importance accordée à ce sujet augmente avec l'âge, de 16% chez les 18-24 ans à 38% parmi les 65 ans et plus.

Ce thème est rarement cité spontanément dans les préoccupations personnelles, sauf chez certains répondants qui associent immigration et dégradation du lien social ou de la sécurité. L'écart entre les données ouvertes et fermées suggère donc que l'immigration est perçue avant tout comme un enjeu politique et identitaire, plutôt qu'une préoccupation du quotidien.

Une hiérarchie moins consensuelle et plus segmentée pour les enjeux suivants :

- Cinquième des enjeux cités (26%) : l'éducation et l'avenir des enfants.

Le sujet est surtout cité par les Français dont les enfants sont en âge d'être au collège, lycée ou en études supérieures : 35% chez les 35–49 ans.

Politiquement, il constitue un enjeu plus fort à gauche qu'à droite, avec 34% chez les sympathisants LFI et 31% chez les sympathisants socialistes (vs 20% de LR et RN).

- La réduction de la dette et des déficits (23%) : très présente chez les sympathisants de Renaissance (42%) ; c'est une préoccupation montante pour l'avenir du pays et qui alimente le sentiment de déclassement du pays. Cela explique pourquoi les Français demandent avant tout une meilleure efficacité des dispositifs existants plutôt que de solliciter de nouvelles mesures, de nouveaux moyens.

- La préservation de l'environnement (21%) : très clivante politiquement (65% chez les Ecologistes, 37% à gauche, 12% chez les sympathisants de droite) mais bien présente dans les verbatim sur le climat et la pollution. Les plus jeunes (28%) et les étudiants (32%) s'y montrent plus sensibles.

- La résurgence des guerres (18%) : renvoie à une angoisse géopolitique peu politisée mais présente dans les témoignages, notamment en lien avec les conflits en Ukraine et au Proche-Orient.

- La montée des communautarismes / du radicalisme (17%) : surtout mentionnée chez LR (27%) et Renaissance (25%), moins chez les sympathisants RN (15%) beaucoup plus préoccupés par la politique d'immigration, le pouvoir d'achat et la lutte contre l'insécurité (3 réponses maximum étant autorisées). Cette thématique traduit une inquiétude identitaire.

- L'emploi (15%) : priorité des priorités jusqu'en 2017, la thématique « emploi » s'est écroulée depuis. Elle demeure toutefois marquée chez les plus jeunes (25% des moins de 25 ans).

- La réduction des inégalités (14%) : portée surtout à gauche (36% chez LFI, 28% chez les Ecologistes, 25% au PS, quasi inexistante à droite à 4%) et parmi les jeunes (24% chez les 18–24 ans), cette préoccupation morale et sociale est toutefois présente dans certains verbatim.

III. Attentes à l'égard du futur président (questions ouvertes)

Pour mieux comprendre les attentes concrètes des Français, l'étude combine questions ouvertes et relances ciblées sur les grandes priorités pour le pays. Après avoir spontanément exprimé leurs priorités, les répondants sont invités à préciser ce qu'ils attendent, en matière de pouvoir d'achat, de lutte contre l'insécurité, de santé et de politique d'immigration. Cette méthode originale, mêlant étude quantitative

et qualitative à grande échelle, permet de passer des mots génériques aux demandes précises. Elle révèle les leviers d'action concrets attendus du futur président et met en lumière les nuances sociales, politiques et territoriales.

1. Pouvoir d'achat : des attentes de mesures ciblées et rapides

Les Français ont été invités à préciser, lorsqu'ils avaient cité le pouvoir d'achat parmi leurs priorités, quels étaient les sujets concrets ou les leviers sur lesquels le prochain président devrait agir en priorité. Il en ressort une hiérarchie claire des préoccupations : le coût de la vie, les revenus et la fiscalité concentrent l'essentiel des attentes. Les aides sociales, les dépenses publiques ou l'économie au sens large apparaissent secondaires.

× Le coût de la vie (42%) : la priorité absolue pour les jeunes, les femmes et les plus modestes

C'est sur le coût de la vie que les Français souhaitent en priorité une action du prochain président. Ce thème est cité par 42% des répondants, avec des scores particulièrement élevés chez : les jeunes de 18–24 ans (52%) et de 25–34 ans (56%), les femmes (47%), les foyers les plus modestes (48%), les habitants de l'agglomération parisienne (46%) et les demandeurs d'emploi (54%). L'analyse politique révèle une adhésion plus marquée à gauche et chez les non-alignés : 49% des sympathisants Ecologistes, 47% des LFI et des Français sans proximité partisane.

Les verbatim associés évoquent une inflation généralisée, la difficulté à absorber les dépenses contraintes (énergie, alimentation, logement…), et le sentiment que tout devient inaccessible :

« Les prix trop chers, manger simplement devient un luxe pas donné à tout le monde, c'est triste… »

« C'est devenu assez difficile de faire ses courses ; pour de gros montants il n'y a quasiment rien dans le caddie. »

Le contrôle des prix (« *Meilleure gestion des prix, qui sont libres pour la plupart, ce qui génère des prix à la hausse »)* et la maîtrise de l'inflation sont donc les leviers les plus attendus. Les Français attendent une action visible et immédiate sur leur panier quotidien.

× Les revenus (35%) : revaloriser les salaires et les retraites

En deuxième position, l'augmentation des revenus est citée par 35% des Français, avec une attente plus forte : chez les retraités (38%), les salariés du public (41%) et les sympathisants de gauche (44% LFI, 43% PS).

Les verbatim mettent en avant deux cibles principales :

L'augmentation des salaires…

« Augmenter les salaires et baisser les taxes. »

« Il est compliqué de s'en sortir même avec deux salaires. »

Et les retraites, perçues comme insuffisantes face à la hausse des prix :

« Le montant de la retraite qui n'augmente pas ; tout ce que perd une personne partant à la retraite alors qu'elle a travaillé toute sa vie. »

Ce besoin de revalorisation générale traduit une volonté de redonner du « pouvoir de vivre » sans forcément passer par des mécanismes complexes.

- La fiscalité (29%) : réduire la pression pour les classes moyennes

Troisième sujet cité : la fiscalité, à 29%, avec des attentes plus marquées chez : les cadres (39%), les sympathisants de droite (35%) et les indépendants (35%).

Le discours est celui d'une pression fiscale jugée excessive sur les classes moyennes ; une majorité de Français considèrent appartenir aux classes moyennes, y compris lorsqu'ils appartiennent aux catégories les plus aisées, c'est le cas d'une part importante de ces répondants, souvent perçue comme injuste :

« Arrêter de taxer les petits et moyens salaires et les retraités. »

« La baisse des taxes sur les produits de première nécessité. »

En somme, ces Français attendent moins de transferts sociaux et moins de prélèvements, dans une logique de "laisser respirer les revenus d'activité".

- Enfin, les autres sujets liés au pouvoir d'achat sont très peu cités : les aides sociales (9%), les dépenses publiques (8%), l'emploi / économie (4%).

Ce faible score peut s'expliquer par le fait que les Français dissocient désormais le pouvoir d'achat de la politique économique classique : ils attendent des mesures ciblées, à court terme, et surtout visibles dans leur vie quotidienne. Les grands équilibres budgétaires ou les objectifs de compétitivité ne sont pas au cœur des attentes vis-à-vis du futur chef de l'Etat.

2. Lutte contre l'insécurité : les Français réclament d'abord une justice plus ferme

Lorsqu'on interroge les Français sur les actions prioritaires que devrait mener le futur président pour lutter contre l'insécurité, la justice s'impose nettement comme la première réponse. Suivent l'immigration, les forces de l'ordre, la délinquance, le sentiment d'insécurité en général et la surveillance. Ces résultats montrent que la question sécuritaire ne se résume pas à une demande de présence policière, mais touche à l'ensemble de la chaîne pénale, de l'arrestation à la sanction, en passant par le traitement judiciaire.

- Une demande de fermeté judiciaire (47%)

Ce sont d'abord, très nettement devant les autres sujets, les attentes en matière de justice (47%) qui concentrent les revendications des Français. Et cette exigence de fermeté est particulièrement exprimée par les personnes âgées (50% des 65 ans et plus), les foyers les plus aisés et les indépendants (52%) et les sympathisants LR (51%).

Ces Français appellent à un renforcement de la sévérité des peines (30%), à une lutte contre le laxisme judiciaire (12%) et à une meilleure application des sanctions existantes (8%). Les verbatim sont explicites :

« Il faudrait être plus strict/sévère pour inciter à faire diminuer les agressions et autres incivilités. »

« Plus de fermeté et plus de sanctions envers les délinquants, moins de laxisme. »

« Durcissement de la justice et application des peines. »

- Une préoccupation migratoire corrélée à l'insécurité (23%)

Le deuxième thème cité (23%) est l'immigration, perçue par certains comme un facteur aggravant de l'insécurité. Cette demande se concentre sur le contrôle des flux migratoires (15%) et l'exécution des expulsions/OQTF (8%). L'opinion est marquée par un fort clivage idéologique : 34% des sympathisants du RN et 45% des électeurs d'Éric Zemmour réclament des mesures sur ce point pour lutter contre l'insécurité. Le lien est moins souvent le fait des sympathisants LR (21%), contre seulement 10% à gauche.

« [Le Président] devra absolument intervenir sur l'immigration qui est devenue incontrôlable. »

« Un meilleur contrôle des OQTF, et qu'ils soient automatiquement expulsés. »

« Exécuter 100% des OQTF. »

- Renforcer les moyens des forces de l'ordre (23%)

Également citée par 23% des répondants, la question policière fait émerger des demandes sur l'augmentation des effectifs (11%), la présence policière (5%) et l'autorité de la police (4%). Il ne s'agit donc pas seulement d'une demande d'ordre public, mais aussi d'une reconnaissance du métier de policier. Cette attente est plus consensuelle, mais légèrement plus exprimée au sein de la gauche traditionnelle : elle atteint un pic de 32% chez les sympathisants socialistes vs 22% chez LR ou au RN par exemple.

« Augmenter les effectifs de police et gendarmerie ! »

« Présence plus importante des forces de l'ordre comme une surveillance aux abords des écoles. »

- Une focalisation sur la délinquance (20%), en particulier le trafic de drogue

Parmi les personnes ayant cité la délinquance (20%), près de la moitié mettent en cause le trafic de drogue (9%), suivi des agressions (4%) et de la délinquance juvénile (3%). Ces demandes viennent davantage des jeunes (31% des 18–24 ans) et des sympathisants de la gauche radicale (35% chez les sympathisants LFI).

Les verbatim sont éclectiques sur ce sujet car ils mêlent demandes de fermeté contre les délinquants à la légalisation du cannabis :

« La lutte contre la délinquance liée aux trafics de drogue et aux réseaux criminels devra être placée au premier plan. Ces phénomènes alimentent une grande partie de la violence urbaine et fragilisent le tissu social. »

« Il y a trop d'agressions et j'ai le sentiment qu'il y a de moins en moins d'actions contre cela. Il convient d'agir ! »

« Légaliser les drogues douces afin d'enlever les racailles dans les quartiers. »

3. Soigner la santé : une attente massivement dominée par l'accès aux soins

Troisième grande priorité exprimée par les Français pour le pays, la santé donne lieu à des demandes précises dominées par l'accès aux soins sur tout le territoire puis structurées autour de deux préoccupations : le fonctionnement des hôpitaux publics et la protection financière face aux coûts de santé. Les attentes sur la santé sont concrètes, pointées comme urgentes et largement partagées.

× Accès aux soins (51%) : la colère monte face aux déserts médicaux

Le phénomène de l'accès aux soins et des déserts médicaux cristallise une grande partie des inquiétudes (51%). Il est non seulement vu comme un problème de disponibilité, mais comme une atteinte à l'égalité d'accès aux soins. Cette problématique est très transversale, avec des demandes encore plus fortes chez les personnes âgées (57% chez les 65 ans et plus) et dans les communes rurales (58%) et petites villes (56%). Ces demandes font consensus politiquement, étant très majoritairement exprimées par les Français de tous bords.

« Le prochain président de la République devra en priorité intervenir sur l'accès aux soins, notamment dans les déserts médicaux où il devient très difficile de trouver un médecin généraliste ou un spécialiste. »

« Le désert médical coûte des vies… Il est inadmissible de ne pas pouvoir prendre rendez-vous chez un médecin généraliste sans devoir le payer de sa poche car c'est le seul médecin dispo aux alentours. »

Ces témoignages dénoncent à la fois un sentiment d'abandon territorial et une perte d'un droit jugé fondamental dans un pays développé : avoir accès à un médecin généraliste ou spécialiste. Derrière ces mots transparaît une rupture du pacte républicain, vécue comme violente et injuste.

× Hôpitaux (27%) : remettre les médecins aux commandes et revaloriser les soignants

Un autre axe structurant des attentes -bien que moins massif que l'accès aux médecins- concerne la gestion même du système hospitalier. Les répondants dénoncent une gouvernance trop technocratique, pilotée par des logiques financières au détriment du soin. Ils appellent à une reprise en main du pilotage des hôpitaux par les professionnels de santé. Des attentes peu clivées sociologiquement et politiquement avec toutefois un pic chez les sympathisants LFI (38%) très soucieux de remettre les médecins et personnels soignants « au cœur du système ».

« Améliorer la gestion des centres de santé au sens large (hôpitaux, centres de soins, etc.), surtout en ce qui concerne le personnel soignant (en particulier les médecins). »

« La gestion des hôpitaux doit être faite par des médecins et non des gestionnaires. »

Au-delà du pilotage, les demandes portent aussi sur l'investissement dans les infrastructures et le matériel, avec un besoin exprimé de réarmer le système de santé.

« Il est essentiel de renforcer l'hôpital public, en améliorant les conditions de travail du personnel soignant et en investissant dans les infrastructures. »

« Investir dans le matériel médical. »

- Financement (23%) : protéger les patients contre les coûts cachés

Enfin, les Français dénoncent massivement le poids financier croissant des soins sur les ménages. Le reste à charge, les complémentaires santé et la prise en charge de certaines pathologies (en particulier les ALD) sont au cœur des préoccupations. Ces demandes sont réparties de manière homogène au sein de la population.

« Le coût des soins et le "reste à charge" pour les ménages, en particulier pour les médicaments, les soins de longue durée, ou les dépenses non remboursées / peu remboursées. »

« La prise en compte des besoins des maladies notamment des ALD car contrairement à ce qui se dit, une grosse partie des soins restent à la charge des assurés, notamment tout ce qui est dit "soins de confort" qui sont très chers et restent à la charge des malades. »

La défense de la Sécurité sociale revient aussi avec force, signe d'un attachement profond à un modèle protecteur perçu comme affaibli.

« Maintenir la Sécurité sociale. »

« Que l'accès aux soins ne dépende pas des complémentaires santé, que toutes les pathologies soient prises en charge par la Sécurité sociale, que les complémentaires santé ne soient présentes que pour le confort. »

Ces verbatim expriment l'idée que la santé doit rester/redevenir un bien public, garanti à tous, sans conditions de territoire ni de revenu.

4. Immigration : des attentes radicales, concentrées autour de trois priorités – fermeture des frontières, expulsions, limitation des aides sociales – portées surtout par les sympathisants RN et LR

Le traitement de la question de l'immigration dans ce volet ouvert fait apparaître une double spécificité : une forte homogénéité des demandes exprimées et un vocabulaire souvent très direct voire brutal. Le détail fait apparaître peu de différences sociologiques ou politiques car la majorité des Français qui sollicitent le futur chef de l'Etat sur ce thème proviennent de la droite et de l'extrême droite. Car contrairement à la santé ou au pouvoir d'achat, il ne s'agit pas d'une préoccupation collective consensuelle, mais d'un marqueur idéologique structurant. Les verbatim recueillis illustrent cette radicalité dans les propositions, et leur fort ancrage dans une vision sécuritaire et identitaire.

- **Politique migratoire (77%) : réduire l'immigration et fermer les frontières**

La revendication la plus fréquemment formulée concerne la nécessité de réduire les flux migratoires, tant légaux qu'illégaux.

« Le prochain président devrait réduire l'immigration afin de se concentrer sur les problèmes de son peuple. »

Certains verbatim insistent sur un lien entre maîtrise des frontières, sécurité et intégration, comme ici :

« Face à une immigration mal maîtrisée, je propose des mesures fermes : contrôler nos frontières, expulser les délinquants irréguliers, accélérer l'intégration par l'emploi et la langue. »

- **Expulsions et application des OQTF (27%) : un impératif de mise en œuvre**

Un peu plus d'un quart des demandes sur l'immigration (27%) reposent sur la volonté d'expulsion systématique des personnes en situation irrégulière. Cette exigence revient dans des termes extrêmement fermes :

« Renvoyer tous les étrangers en situation irrégulière. »

« Le renvoi systématique des étrangers en situation irrégulière et l'application effective des OQTF en particulier pour les délinquants. »

Le mot OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) revient plusieurs fois, preuve d'une appropriation du lexique administratif par certains citoyens. Le verbe « exécuter » y est souvent associé :

« Exécuter les OQTF. »

- **Une critique des aides sociales (20%) jugées trop accessibles aux étrangers**

Enfin, une troisième série de réponses dénonce une concurrence ressentie entre immigrés et Français pour les aides sociales. Cette demande de priorité nationale est formulée de manière explicite dans de nombreux verbatim :

« Stopper l'immigration clandestine et arrêter l'incitation à l'immigration en donnant accès trop facilement aux aides sociales. »

« Arrêter les aides sociales à tout va pour des gens qui n'ont jamais cotisé sur le sol français. »

« Restriction des aides sociales aux gens qui contribuent au système. »

« Donner la priorité sociale aux Français. »

« S'occuper en priorité des Français dans le besoin avant d'aider d'autres populations. »

Ces propos expriment une crainte d'une dilution des droits sociaux et une volonté de réaffirmer la hiérarchie nationale dans l'accès aux ressources publiques.

IV. Une droitisation nette, un effondrement du centre et un reflux partiel des Français sans positionnement politique

L'analyse de l'auto-positionnement des Français sur l'axe gauche-droite révèle une recomposition profonde du paysage politique.

En 2025, 37% des répondants refusent de se situer sur cet axe. Ce chiffre reste élevé, mais marque un léger recul par rapport à 2022 (41%) et 2021 (39%), après une explosion entre 2005 (14%) et 2021 (+25 points en 16 ans).

Face à la crise institutionnelle, certains Français réinvestissent le débat politique pour faire entendre leurs attentes ou leur colère. Mais on est bien loin d'un retour à la politique partisane classique. Les 37% de Français qui refusent toujours de se positionner restent la première "famille" politique en volume. Ce groupe reste en particulier très important chez les femmes (43% vs 31% des hommes) et chez les foyers les plus modestes (moins de 1 500€ mensuels), 44% s'auto-positionnant dans cette catégorie.

Chez ceux qui se positionnent, la droite est en progression relativement marquée : 30% des Français s'y rattachent désormais, contre 26% en 2022 et 2021, et 25% en 2005. En vingt ans, la droite est devenue la première famille politique déclarée, avec une hausse de 5 points par rapport à 2005, et 4 points en seulement trois ans. Ce mouvement traduit une attente de fermeté sur les enjeux régaliens, mais aussi un réflexe d'ancrage politique dans un paysage jugé instable. La droite est bien plus forte chez les hommes (35%) que chez les femmes (25%) et chez les foyers les plus aisés (3 500€ et plus).

La gauche, de son côté, stagne à 20% depuis 2021, mais a perdu 14 points depuis 2005, où elle rassemblait encore 34% des répondants et devançait alors le centre de 7 points, de 9 points la droite et de 20 points les « non positionnés ». Son socle ne se reconstitue pas, malgré un contexte qui aurait pu lui être favorable : hausse des inégalités perçues, crise du pouvoir d'achat, inquiétudes sur les services publics… autant de thèmes historiquement portés par la gauche. Elle compte plus de partisans chez les plus jeunes (25% chez les 18-24 ans) et dans l'agglomération parisienne (25% également), mais -et c'est une des racines de « son » mal- elle est très peu citée chez les CSP- (16% vs 23% des CSP+).

Le centre, enfin, est le grand perdant de cette recomposition. Il réunissait encore 27% des Français en 2005. Ils ne sont plus que 13% à s'en réclamer en 2025 — soit une division par deux en vingt ans, et une baisse continue depuis 2021 (15%). Cela traduit un essoufflement de l'idée de dépassement des clivages, portée en particulier par Emmanuel Macron, et une forme de désenchantement vis-à-vis de la promesse centriste d'efficacité apolitique. Il séduit un peu plus les cadres (19%) et les habitants de l'agglomération parisienne (17%).

Ce que les Français attendent du prochain président

Réparer plutôt que réformer.

Ce n'est pas une nouvelle révolution politique qu'attendent les Français, mais le bon fonctionnement des services essentiels : santé, école, justice, sécurité.

Ils veulent moins de promesses, plus de résultats, et une action publique qui tienne ses engagements de base.

✅ Redonner du « pouvoir de vivre »

- Le pouvoir d'achat est la priorité n°1 dans toutes les catégories (sauf chez les retraités).

Le "pouvoir d'achat" est une manière de parler du "pouvoir de vivre", c'est-à-dire de se sentir maître de sa vie et digne. L'impression de perdre du pouvoir d'achat est le ressort principal du sentiment de déclassement.

- L'attente est massive sur les prix du quotidien, en particulier chez les jeunes, les classes moyennes et les plus modestes.
- L'urgence n'est pas de créer de nouveaux dispositifs, mais de faire baisser concrètement les dépenses contraintes.
- Les Français veulent des gestes visibles, rapides, ciblés, loin des grandes politiques économiques qui leur paraissent abstraites.

✅ Retisser les liens de la sécurité et de la justice

- Deuxième priorité pour le pays et angoisse personnelle très forte : l'insécurité quotidienne, les incivilités, les agressions.
- La demande n'est pas seulement sécuritaire mais aussi civique : faire respecter les règles de base du vivre-ensemble.
- Le président attendu est celui qui remet de la clarté, de l'autorité et de la fermeté, pas seulement de la police.
- La justice est le point de focalisation : application des peines, fin du laxisme, exécution des décisions.

✅ Réarmer les services publics du quotidien

- En santé, l'attente numéro 1 est l'accès aux soins, généralisé à tous les profils.
- Il ne s'agit pas de réinventer un système mais de garantir un généraliste, un spécialiste à moins d'1h de chez soi.

- Dans tous les territoires, les Français veulent retrouver des services de base qui fonctionnent, portés par des soignants visibles et valorisés.
- Même attente sur l'école ou la justice : moins de bureaucratie, plus de proximité, plus d'efficacité.

✅ Recréer une cohésion nationale

- L'enjeu n'est pas seulement économique ou sécuritaire, mais aussi social et symbolique.
- Les Français expriment un besoin de cohésion nationale, de respect des efforts et du mérite, de priorité à ceux qui cotisent et participent.
- Cela vaut pour les aides sociales, l'intégration, ou l'attribution des logements.

✅ Agir sur l'environnement sans culpabiliser les Français

- Les jeunes et les urbains placent l'environnement au cœur de leurs préoccupations.
- Ils attendent des mesures concrètes, crédibles et applicables : mobilités douces, lutte contre la pollution, réchauffement climatique.
- Le prochain président devra agir sans punir, sans infantiliser, et en impliquant les acteurs locaux et les agriculteurs.

✅ Restaurer la confiance dans l'État et la démocratie

- La politique est devenue une source d'inquiétude personnelle pour 13% des Français.
- Les Français dénoncent l'inefficacité, l'impuissance, les blocages, mais sont aussi dubitatifs sur l'existence d'alternatives.
- Le prochain président est attendu comme une figure de clarté et de responsabilité : capable de trancher, d'incarner, d'assumer.
- La transparence, le respect des décisions prises, l'écoute et la mise en œuvre effective sont devenus essentiels.